

La grande lassitude des Italiens

Interview de Marc Lazar par Jean-Jacques Bozonnet

En 2006, vous avez écrit *L'Italie à la dérive* (Perrin, 2006), comment jugez-vous aujourd'hui l'évolution du pays ?

Deux ans après, l'Italie est toujours à la dérive. Elle émet les signaux d'une détresse encore plus forte, mais aussi quelques indications qu'un cap est mis vers une direction plus stable. Ce pays n'a toujours pas résolu ses problèmes structurels. C'est une constante historique depuis l'unité italienne. Ces derniers mois, une large part du Mezzogiorno semble s'enfoncer un peu plus dans sa crise. Le scandale des ordures de Naples a montré la persistance de l'activité de la criminalité organisée et l'inefficacité des autorités.

Depuis deux ans, le gouvernement Prodi a agi, en particulier sur l'assainissement des dépenses publiques. Le centre-gauche est d'ailleurs en train de payer cette politique de rigueur, même si elle a permis de redonner une certaine crédibilité internationale à l'Italie. À l'actif de ce gouvernement, il y a aussi la politique étrangère, son rôle au Liban, où il a envoyé des troupes et une présence plus remarquée en Europe. La dérive de l'Italie se mesure sur l'enjeu fondamental pour toute l'Europe, le développement de la société de la connaissance. Or le retard italien en matière d'enseignement supérieur et de recherche s'aggrave.

Les Italiens doutent de la capacité de la politique à agir. Cette crise de confiance explique-t-elle le peu d'intérêt manifesté pour la campagne électorale ?

L'Italie est traversée par trois grandes tendances. La première est la lassitude. Les Italiens ont voté en 1994, en 1996, en 2001, en 2006, et de nouveau en 2008. Élu à deux reprises, le centre-gauche, cette fois, n'a pas tenu deux ans. Certes, cette alternance, bienvenue après cinquante ans de domination de la Démocratie chrétienne, suscite en fait une grande fatigue. L'opinion a été déçue par la gauche, cependant que s'érode l'enthousiasme autour de Silvio Berlusconi. La deuxième tendance est un sentiment de rejet, de détestation même de la politique, incarnée par le comique Beppe Grillo, qui attire des foules dans ses meetings sur le thème bien connu du "*tous pourris*".

Enfin, une autre Italie cherche à inventer de nouvelles formes de pratiques démocratiques, la démocratie participative. Dans quel pays plus de trois millions et demi de salariés ont-ils voté directement sur une réforme de la protection sociale ? Dans quel pays plus de quatre millions de citoyens du centre-gauche ont-ils choisi eux-mêmes leur candidat, Romano Prodi en 2005 ? Dans quel pays trois millions et demi de sympathisants ont-ils élu l'assemblée constituante d'un parti, comme cela a été le cas à l'automne 2007 pour le Parti démocratique ? Il existe une vie associative et une exigence de contrôle de la démocratie supérieures à bien d'autres pays européens. Si l'Italie est un pays malade de la démocratie, c'est aussi un pays qui cherche à inventer un remède à ce malaise.

Le choix de Walter Veltroni de présenter le Parti démocrate sans ses alliés de gauche, quitte à perdre à court terme, peut-il conduire à une recomposition du paysage politique ?

C'est l'innovation majeure de ces élections. Walter Veltroni veut simplifier la vie politique et la rendre plus efficace. Il dirige un parti qui entend dépasser le système des coalitions hétérogènes, utiles pour la victoire mais inefficaces pour gouverner. Pour cela, il a besoin que son adversaire Silvio Berlusconi en fasse autant. Cet objectif incite Walter Veltroni à construire un Silvio Berlusconi respectable, laissant du coup dans l'ombre des questions délicates, par exemple le fameux conflit d'intérêts entre les affaires privées et les affaires publiques du "Cavaliere".

Si l'opération réussit, pourrait s'opérer alors une transformation notable de la vie politique. S'imposerait un système bipartisan dominé par le PD et le futur Peuple de la liberté, avec de petites formations qui tentent de résister : à gauche, la Gauche arc-en-ciel (*Sinistra arcobalena*) ; à droite, la droite extrême (*Destra*), et au centre un conglomerat de petites formations démocrates-chrétiennes comme l'UDC. M. Veltroni considère que, la gauche étant désormais minoritaire dans nos sociétés, son parti ne se situe plus dans le clivage gauche-droite, mais dans l'antagonisme entre réformistes et conservateurs. Si sa stratégie est claire, son projet reste vague, son identité floue et ses références incertaines.

Dans la refonte du paysage politique, comment situer l'Eglise, qui a l'habitude d'être présente dans la plupart des partis ?

L'Eglise est très présente dans l'espace public italien. La disparition de la Démocratie chrétienne l'amène à exprimer ses positions sans pour autant donner de consignes de vote. D'autant que les catholiques sont désormais dispersés. Du fait de la crise politique ouverte il y a plus de dix ans et de l'interrogation réitérée sur l'identité nationale, elle apparaît comme l'institution par excellence pourvoyeuse de sens. D'autant que le camp laïque est affaibli. Ce qui ne signifie pas que les Italiens, qui se déclarent catholiques en majorité, suivent ses instructions à la lettre.

Le blocage politique est aussi lié aux institutions, et notamment au système électoral, qui risque à nouveau de produire un résultat très serré, voire d'égalité. Croyez-vous à l'hypothèse d'une "grande coalition" ?

Tout dépendra du résultat, mais l'idée d'une grande coalition a été réfutée par Veltroni et Berlusconi pendant la campagne. Je crois cependant que les dirigeants de gauche et de droite sont conscients de la nécessité de réformer la loi électorale. Si 75 % à 80 % des électeurs se concentrent sur les deux principaux partis, cela peut les encourager à modifier le mode de scrutin en faisant fi des protestations des petites formations. Je ne crois pas à un gouvernement de grande coalition, en tout cas conduit par Silvio Berlusconi, qui provoque encore trop de réticences à gauche.

Mais des accords limités au Parlement pour quelques réformes institutionnelles et des décisions économiques et sociales sont peut-être envisageables. La marge de manoeuvre sera étroite, car la Ligue du Nord fera payer très cher son soutien à Silvio Berlusconi en exigeant encore plus de fédéralisme, ce que le PD n'acceptera pas.

Grand favori des sondages, Silvio Berlusconi fait profil bas au moment de retrouver le pouvoir. A quoi tient cette prudence inhabituelle ?

Depuis 1994, l'Italie est dominée par le berlusconisme. Cet ensemble de valeurs plus ou moins cohérentes repose sur des assises sociales fortes au nord et au sud de l'Italie : petits commerçants, artisans, professions libérales, chefs d'entreprise, et des catégories apeurées par le processus de modernisation (personnes âgées, classes populaires, etc.). C'est un phénomène capital dans ce pays. L'homme a changé, il a modéré son discours. Il n'est plus celui qui diabolisait en permanence la

magistrature, les intellectuels et la gauche en général. Il a dit qu'il aurait à prendre des mesures impopulaires pour redresser l'économie.

Trois explications à cela. D'abord, la crise financière internationale. Ensuite, la situation économique très dégradée dont Berlusconi rend responsable le gouvernement Prodi. Enfin, le climat de tension politique dont on a parlé inquiète tous les responsables qui se sentent menacés en cas de nouvel échec. Dernière explication plausible : à 72 ans, Silvio Berlusconi pense à sa postérité. Après avoir été l'homme qui a marqué l'Italie, mais qui l'a aussi divisée, il semble vouloir prendre un peu de hauteur et apparaître comme fédérateur, y compris parce qu'il veut briguer la présidence de la République.

Sur le fond, n'y a-t-il pas la prise de conscience que son modèle ne correspond plus à la situation ?

Incontestablement, il hésite sur les politiques à promulguer. En 2001 comme en 1994, il s'est présenté en champion d'une politique libérale. Il ne l'a pas vraiment mise en oeuvre, d'une part parce qu'il a souvent privilégié ses intérêts personnels, de l'autre parce qu'il avait des alliés moins libéraux et que, dans son propre parti, Forza Italia, existaient des tenants d'un système "libéral colbertiste", comme le définit l'économiste Mario Monti. A l'évidence, l'entourage de Silvio Berlusconi est divisé sur les priorités économiques. Le projet berlusconien a perdu de sa dynamique.

Quelles sont les priorités absolues de demain pour remettre l'Italie dans une dynamique positive ?

L'Italie est un pays contradictoire qui s'interroge plus que jamais sur ce qui le tient ensemble, où les inégalités sociales et culturelles sont très prononcées, qui est mal inséré dans la compétition internationale, qui est corseté par de puissants corporatismes et qui affiche un des plus bas taux de natalité de l'Union européenne. Mais, dans le même temps, il a d'énormes atouts : le dynamisme de ses entreprises, sa créativité, son goût du travail, ses talents innombrables, etc.

L'Italie a déjà fait preuve, au cours de son histoire récente, d'une étonnante capacité de rebond dans les situations les plus dramatiques. Dans les années 1970, les bombes de l'extrême droite explosaient et l'ultragauche avait basculé dans la lutte armée. Et, pourtant, elle s'en est sortie. Aujourd'hui, le principal handicap provient de ce que son modèle de développement est épuisé. Il était fondé sur un Etat faible bien que fortement présent, qui laissait agir une société civile dynamique, parfois en fermant les yeux sur certaines pratiques. Désormais, nos sociétés ne peuvent se développer qu'à condition d'avoir un Etat efficace et régulateur. Ainsi, pour atteindre les objectifs de la société de la connaissance, il faut aussi des décisions politiques, les efforts de la société civile ne suffisent pas. A cet égard, la campagne électorale qui s'achève n'a pas soulevé les thèmes cruciaux de l'avenir de l'Italie.

Marc Lazar, professeur à Sciences Po et à la Luiss (Rome). Dernier livre paru : "L'Italie à la dérive", (Perrin, 2006)